

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2010)
Heft: 1864

Artikel: Le déclin de la gauche helvétique : qui trop embrasse mal étreint
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009788>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Réforme du Conseil fédéral : Pour qu'il soit dit

Le gouvernement fait le minimum syndical pour réviser son propre fonctionnement

André Gavillet (05 avril 2010)

Le Conseil fédéral a rendu sa copie sur le sujet qui lui était imposé depuis 2004 par mandat du Parlement: repenser sa propre organisation. Que propose-t-il? Porter à deux ans la durée de la présidence, au pouvoir de coordination renforcé, et augmenter le nombre de secrétaires d'Etat. Impossible, sans rendre une feuille blanche, de faire plus minimal que cette réformette. Mais la feuille blanche, les experts n'apprécient pas. Ils y voient une provocation et un mépris affiché. Le minimum désamorce poliment le refus: il prouve hypocritement qu'on a fait un effort pour qu'il soit dit.

A la décharge du Conseil fédéral, rappelons que le Parlement ne manifeste pas, lui non plus, une vision claire de la réforme de l'exécutif; en 2004, il avait rejeté l'introduction d'un gouvernement à deux cercles, avec création de ministres délégués.

Le Conseil fédéral répugne à faire analyser par des experts compétents son propre fonctionnement. Ce serait pourtant la première démarche d'une méthode ordinaire. Il ne met pas plus de conviction à faire étudier la portée constitutionnelle et pratique des options de réforme.

Pour les secrétaires d'Etat, la légitimité de leur pouvoir n'est pas clairement établie (cf. DP 1860). Quant à la présidence, même symboliquement renforcée, elle entre non pas en conflit mais en besoin de coordination avec les affaires extérieures. Comment assurer cette complémentarité?

Il ne peut y avoir de débat sans documentation, évaluation, propositions dont la portée est analysée. A défaut, ce ne sera que faux semblant. Mme Widmer-Schlumpf est chargée de présenter pour le mois de juin un message additionnel. En deux mois, pour qu'il soit dit.

Le déclin de la gauche helvétique

Qui trop embrasse mal étreint

Jean-Daniel Delley (05 avril 2010)

Après les élections municipales zurichoises, les élections cantonales bernoises confirment l'érosion de l'électorat socialiste, un phénomène qui a débuté il y a plusieurs années déjà. Alors que la gauche socialiste et verte voit ses magistrats triomphalement reconduits au gouvernement cantonal, elle perd significativement du terrain au Grand Conseil. Au contraire de l'UDC qui peine à conquérir des responsabilités à l'exécutif, mais continue sa progression au Parlement. A signaler, c'est nouveau, que les

Verts ne profitent pas du recul socialiste: cette fois, ce sont les Verts libéraux qui en bénéficient, ainsi que les bourgeois démocrates d'Eveline Widmer-Schlumpf. A cet égard, Berne ne fait que confirmer une tendance lourde.

A terme, ce grand écart n'est pas viable. Des magistrats progressistes, même de qualité, ne peuvent répondre aux espoirs mis en eux sans un soutien parlementaire substantiel. Pas plus que des succès référendaires tel que le récent rejet de la réduction du

taux de conversion, peut-être prochainement de la révision de l'assurance chômage.

Les propositions de thérapie ne manquent pas qui toutes visent à remettre les socialistes helvétiques dans la course, avec en ligne de mire les élections fédérales de 2011. L'une des plus prisées, en particulier en Suisse romande, en appelle à une meilleure écoute de l'électorat populaire, dont les préoccupations auraient été négligées par une gauche tout à la fois élitaine et idéologiquement molle, parfois

même contaminée par les sirènes néo-libérales. Il s'agit de reconquérir cet électorat, largement séduit par l'UDC, en affichant des positions plus clairement à gauche. Les plus radicaux des partisans de cette thérapie vont même jusqu'à préconiser le retrait du Conseil fédéral.

Cette stratégie de durcissement idéologique fait pourtant fi des préférences de l'électorat courtois. Pour attirer cet électorat - les salariés les moins formés du tertiaire et de l'industrie -, le PS devrait se rapprocher des positions nationalistes sur les dossiers européen, des étrangers et de la sécurité (comme le montrent les graphiques disponibles sur notre site). Tout le contraire donc d'un gauchissement par rapport à la ligne socialiste actuelle. C'est ce que suggère le politologue zurichois Fabio Wasserfallen.

Aujourd'hui, socialistes et Verts font cohabiter des revendications social-libérales et conservatrices: l'adhésion à l'Union européenne, une

politique migratoire et des étrangers libérale, un intérêt modéré pour les problèmes de sécurité d'une part, et la défense des plus faibles par le biais du maintien des acquis de l'Etat social d'autre part. Or la cohérence de cette conjugaison apparaît de moins en moins évidente. L'équilibre reste précaire entre les intérêts d'un électorat urbain et culturellement ouvert et ceux d'un électorat populaire, que représentent les syndicats, plus soucieux de protéger l'emploi contre le libre marché et la libre circulation des personnes imposés par Bruxelles. Il brouille le message d'une gauche qui perd du terrain face aux Verts libéraux et à l'UDC. L'ambition d'un Peter Bodenmann, président du PSS dans les années 90, de réduire l'extrême gauche à l'insignifiance en réunissant toutes les forces progressistes fût peut-être une erreur.

Alors pourquoi pas deux formations politiques à gauche, s'interroge Fabio Wasserfallen? L'une, social-conservatrice, qui pourrait damer le pion à l'UDC

en défendant des positions clairement favorables aux salariés modestes en matière sociale, fiscale et économique. L'autre, social-libérale, qui pourrait mordre sur l'électorat progressiste des radicaux et des démocrates-chrétiens. Ainsi l'électorat aurait un choix clair entre des programmes plus cohérents et la politique antisociale de l'UDC apparaîtrait au grand jour.

Il est difficile d'évaluer l'impact réel d'un tel scénario. Un scénario qui a pourtant le mérite d'ouvrir un débat trop longtemps occulté par la gauche : pourquoi deux formations - socialistes et Verts - dont les programmes se recoupent largement mais qui ne sont pas exempts de contradictions (cf. DP 1852)? Comment résister à la progression constante de l'UDC? Comment attirer une partie de l'électorat de deux formations - les partis libéral-radical et démocrate-chrétien - elles aussi frappées par une érosion durable?

Assainir l'assurance-chômage grâce au dispositif en place *La 4ème révision fait fi du frein à l'endettement qui figure déjà dans la loi*

Jean Christophe Schwaab (02 avril 2010)

La campagne référendaire sur la 4ème révision de la loi sur l'assurance-chômage (LACI) s'ouvre avec en toile de fond un déficit structurel abyssal: plus de 900 millions de francs par an.

Ce déficit n'a cessé de se creuser depuis la révision précédente de la LACI,

acceptée par le peuple en 2002. Cette révision (la 3ème), qui tablait sur une moyenne d'environ 100'000 chômeurs sur l'ensemble d'un cycle conjoncturel, avait abaissé les cotisations paritaires de 3 à 2%, estimant que ce niveau de prélèvement serait amplement suffisant pour équilibrer les comptes de l'assurance-

chômage (AC) et réduire sa dette. Quelques années plus tard, ces prévisions se sont avérées beaucoup trop optimistes: le message du Conseil fédéral concernant la révision désormais attaquée en référendum table plutôt sur une moyenne d'environ 125'000 chômeurs. Malgré le retour de la bonne conjoncture